

## Islamistes - Violences

## Nord-est du Nigéria : Boko Haram rase un village, le deuxième en quelques jours

AFP  
(KANO/Nigeria)

Le groupe jihadiste nigérian Boko Haram a attaqué, pillé et incendié mardi soir un village du nord-est du Nigeria, faisant un blessé parmi des soldats qui n'ont pu repousser l'attaque, ont rapporté des habitants. Le village de Goptari est situé à une dizaine de km de la ville de Chibok (Etat du

Borno) où plus de 200 lycéennes avaient été enlevées en avril 2014 par Boko Haram. Le 13 octobre, 21 de ces lycéennes ont été libérées par leurs ravisseurs après des négociations. "Ils (Boko Haram) ont attaqué le village (de Goptari) (mardi) vers 20h00 (19h00 GMT), en utilisant des armes lourdes, ce qui a fait fuir la population dans la campagne environnante", a rapporté mercredi à l'AFP Samson Bulus, habitant du

village voisin de Kautikeri. Ils "ont pillé des maisons et des commerces, emportant des denrées alimentaires et du bétail avant de mettre le feu à tout le village", a-t-il déploré. Des soldats nigériens basés à Chibok n'ont pu repousser ces assaillants, selon un autre habitant de Kautikeri, Luka Damina. "Les combattants de Boko Haram ont pris le dessus sur les soldats, et leur ont dé-

robé un véhicule équipé d'une mitrailleuse", a-t-il ajouté. Selon des témoins et un responsable local, au moins un soldat a été blessé dans les échanges de tirs. C'est le deuxième village pillé et rasé par Boko Haram dans la zone en quelques jours, après la localité de Kallali voisine attaquée il y a deux jours, a expliqué à l'AFP un responsable local. L'insurrection de Boko Haram contre le gouvernement, déclen-

chée en 2009, a fait plus de 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés. Des milliers de personnes sont toujours entre les mains du groupe. L'armée a débuté en 2015 une contre-offensive, et reconquis de vastes territoires contrôlés par les islamistes, mais de larges zones de l'Etat du Borno restent inaccessibles. Boko Haram continue de mener régulièrement des attaques sporadiques contre des villages re-

culés dans cette région. Le 18 septembre, huit personnes ont ainsi été tuées à la sortie d'une église dans une fusillade attribuée à Boko Haram dans le village de Kwamjilari, à une trentaine de km à l'est de Chibok. En août, une attaque similaire avait fait 10 morts dans le village de Kubrivu, à 20 kilomètres de Chibok. Treize personnes avaient alors été kidnappées, et le village pillé et mis à sac.

## YÉMEN - ONU - Conflit-Trêve

## De violents combats avant une trêve, au moins 5 morts

AFP  
(ADEN/Yemen)

De violents combats se sont poursuivis mercredi sur différents fronts de guerre au Yémen faisant au moins 5 morts, peu avant l'entrée en vigueur d'une trêve de 72 heures, annoncée par l'ONU à partir de minuit, selon des sources militaires. Les affrontements au canon et à l'artillerie lourde entre les forces

loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi et les rebelles chiites Houthis se sont concentrés dans le nord du pays, notamment près de la frontière saoudienne et autour de Sanaa, la capitale où des sites militaires rebelles ont été visés par des raids aériens de la coalition arabe, ont ajouté les mêmes sources. Des renforts militaires, dont des chars et des blindés, partis de Saada, le fief des rebelles, vers la région d'Al-Buqah, un

poste-frontière reconquis il y a une semaine par les pro-Hadi, ont été violemment bombardés dans la nuit par l'aviation de la coalition sous commandement saoudien, a déclaré un porte-parole des troupes loyalistes. Trois frappes aériennes de la coalition ont visé mercredi à l'aube un autre convoi transportant des renforts rebelles à son départ de la base d'Al-Amaliqa, dans la province d'Omrane, au nord de la capitale

Sanaa, sous contrôle des rebelles depuis le printemps dernier, a-t-il ajouté. Sur la mer Rouge, les pro-Hadi ont lancé, sous une couverture aérienne de la coalition, une vaste opération pour repousser une tentative des rebelles de reprendre Midi, une ville portuaire de la province de Hajja, aux confins de la frontière saoudienne, selon des sources militaires. Les affrontements autour de Midi ont fait au moins deux morts et 15

blessés parmi les forces loyalistes, ont ajouté ces sources. Sur le front de Sarwah, dans la province de Marib, à l'est de Sanaa, la DCA de la coalition a intercepté deux missiles balistiques tirés à l'aube par les partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh, selon un officier loyaliste. Dans le sud-ouest, huit obus se sont abattus dans la matinée sur des quartiers résidentiels de Taëz, ville encerclée par les Houthis depuis l'an

dernier, au lendemain de violents affrontements nocturnes qui ont coûté la vie à 2 rebelles et à un combattant pro-Hadi, selon des témoins et des sources militaires. Cette escalade militaire précédait une nouvelle trêve de 72 heures que les protagonistes sont supposés observer, selon l'ONU, à partir de 23H59 locales (20H59 GMT) au Yémen, où la guerre a fait près de 6.900 morts depuis l'intervention de la coalition en mars 2015.

## RDCONGO - Politique

## " Villes mortes " anti-Kabila à Kinshasa et Mbuji-Mayi mais pas ailleurs

AFP  
(KINSHASA/RDCongo)

L'appel de l'opposition à une journée "villes mortes" pour exiger le départ du président Joseph Kabila en décembre a bien été suivi mercredi à Kinshasa, mais a été largement ignoré dans les autres grandes villes de la République démocratique du Congo. L'opération "carton jaune" au chef de l'Etat lancé par le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement a été très largement suivi dans la capitale, selon des journalistes de l'AFP : les rues sont restées pratiquement désertes et l'activité économique quasi-nulle. La grève générale a aussi été largement ob-

servée à Mbuji-Mayi, bastion d'opposition dans le centre et troisième ville du pays, selon des témoins. Elle a été ignorée en revanche à Lubumbashi (sud-est), deuxième ville du pays et à Kisangani (nord-est). A Kananga (centre), autre ville majeure, l'activité a tourné au ralenti toute la matinée mais est revenue à la normale à la mi-journée. A Matadi, l'activité du seul port en eau profonde du pays a été normale, selon des témoins tandis qu'à Mbandaka (nord-ouest), la ville a pris une coloration jaune, les gens allant travailler, mais majoritairement vêtus de cette couleur en signe de contestation, selon des habitants. Dans la capitale, la quasi-totalité des boutiques sont restées fermées, la circulation a été très faible tandis que les

transports en commun publics tournaient à vide. La mégapole de quelque dix millions d'habitants normalement grouillante et bruyante est apparue comme frappée de torpeur. "Ce n'est qu'un avertissement ; le 19 décembre, tout est fini pour Kabila", a déclaré à l'AFP Mike Mukendi, chômeur de 30 ans. Le mandat du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2001, expire le 20 décembre et la Constitution lui interdit de se représenter. La police et l'armée ont été déployées en force autour du Palais du peuple (Parlement) et dans plusieurs quartiers chauds de Kinshasa, mais la matinée s'est déroulée sans incident majeur bien que la police ait dû tirer en l'air à Mombele (centre) pour disperser un groupe de

200 jeunes, dont certains, selon un journaliste de l'AFP, étaient armés de machettes. •'FAMILLE À NOURRIR' Lors de la dernière mobilisation du Rassemblement contre le pouvoir, 49 civils et 4 policiers avaient été tués, selon l'ONU, les 19 et 20 septembre à Kinshasa dans des violences dont les autorités et la coalition d'opposition se renvoient mutuellement la responsabilité. A Lubumbashi, fief de l'opposant en exil Moïse Katumbi - une des têtes du Rassemblement - dans le sud-est du pays, l'activité est apparue normale. "Nous vivons au jour le jour", a déclaré à l'AFP Kyungu Kabulo, cambiste indépendant dans le centre de l'agglomération, en rappelant le lot quotidien d'une population largement sans ressources dans un des

pays les moins développés de la planète. "Je suis d'accord avec les opposants", mais "j'ai une famille nombreuse à nourrir", a-t-il ajouté, "les dirigeants du Rassemblement qui nous demandent de rester à la maison, eux ils ont de l'argent, de quoi manger et leurs enfants sont en Europe". Large coalition politique, le Rassemblement s'est constitué en juin autour de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Mardi, la majorité et une frange minoritaire de l'opposition ont signé un accord renvoyant l'élection présidentielle à avril 2018 et assurant le maintien de M. Kabila à son poste jusqu'à la prise de fonctions de son successeur. L'UDPS a rejeté cet ac-

cord et a appelé à des pourparlers élargis pour sortir le pays de la crise politique qu'il traverse depuis la réélection contestée de M. Kabila en 2011 lors d'un scrutin marqué par des fraudes massives. Dans l'est du pays, la ville de Bukavu, sur la rive sud du lac Kivu, a totalement ignoré l'appel du Rassemblement, selon le correspondant local de l'AFP. A Goma, ville jumelle de Bukavu sur la rive nord du lac, l'appel de l'opposition a été diversement suivi. La circulation a été normale mais la majorité des boutiques est restée fermée. En fin de matinée, 200 personnes ont manifesté sans incident majeur, carton jaune à la main, aux cris de "Le mandat est terminé ! Tu dois partir !